



RENTÉE POURRIE : LE VIRUS ET LE MINISTRE SONT TOUJOURS LÀ

Après deux années plus que difficiles au niveau des conditions de travail dans nos établissements, les directives qui redescendent de nos hiérarchies sont la continuité de la politique des évaluations des élèves. Qu'elles soient nationales, mises en place dans le cadre des réformes des lycées généraux, technologiques ou professionnels, elles sont inutiles et stressantes, et servent avant tout à valider la politique de Blanquer qui interprète les résultats comme bon lui semble. Cette mainmise sur l'enseignement s'accompagne de plus en plus d'attaques à peine déguisées de notre liberté pédagogique (manuels et méthodes quasiment imposés). C'est aussi une politique du chiffre pour les enseignant·es à qui on demande « des résultats » suite aux classes dédoublées dans le premier degré.

Dans l'article 1 de la loi Blanquer, il y a une définition du métier visant à imposer à tou·tes les enseignant·es un devoir de réserve. Cela ne s'applique pas au Ministre, qui sort un livre qu'il présente ainsi : « Je fais et ferai tout pour que cette épidémie ait eu au moins ce mérite : nous obliger à retrouver le sens de l'École. Il y a encore dix-huit mois, avant que le virus ne barre le chemin des salles de classe aux enfants, l'effet de l'habitude avait comme dilué ce sens. » Quelle vision horrible de nos pratiques ! C'est inadmissible !

**Assez de mépris, Blanquer doit partir,
nous voulons une autre école !**

Depuis des années, la CNT réclame pour l'école plus de professeur·es et de remplaçant·es pour avoir des classes moins chargées. Nous voulons des

véritables Rased, une reconnaissance du métier d'AESH, davantage de places dans les instituts (IME, Itep, Erea...), des personnels médico-sociaux dans les établissements en nombre pour faire face à la crise actuelle et accompagner les enfants dans tous les aspects de leur vie d'élève, et pas seulement au niveau

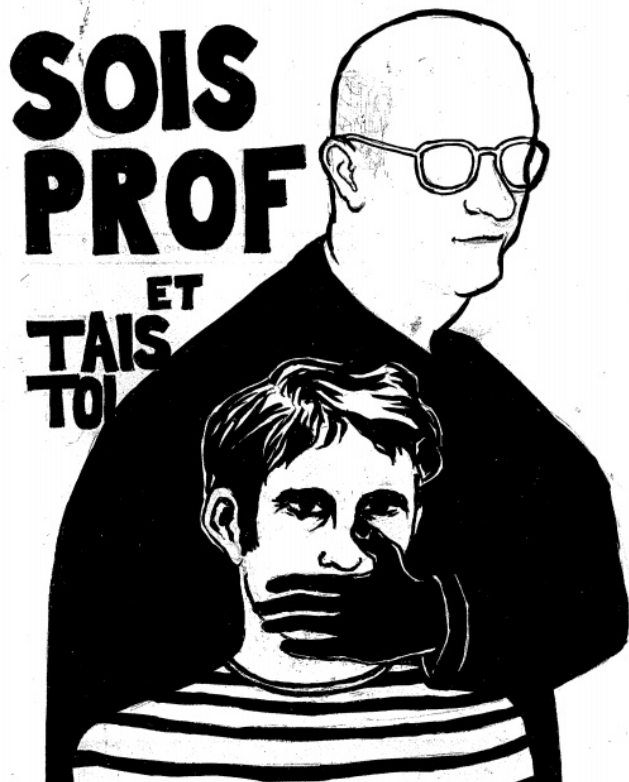


scolaire. Il est urgent également d'accroître considérablement les moyens pour la prise en charge des élèves allophones. Enfin, si nous voulons plus de classes, et donc des créations massives de postes, c'est pour avoir mieux nous impliquer auprès de nos élèves.

La crise actuelle révèle aussi de manière criante la nécessité de locaux agréables pour nous et les élèves, et adaptés aux contraintes sanitaires et climatiques du XXIème siècle. Pour cela, il faut une véritable politique tournée vers l'École et les Services Publics. Tout l'opposé de la politique libérale de Blanquer qui se targue de faire des économies sur le budget, en rendant des centaines de millions d'euros non dépensés à Bercy ! Dans le même temps, les prix augmentent et nos salaires stagnent : pendant que Blanquer se fait cirer les godasses chez Hanouna, nous, on s'les gèle avec un point d'indice qui ne bouge plus depuis plus de dix ans !

Le mépris, révélateur de la réaction

Non content de faire des économies sur notre dos, tous les signaux de l'éducation réactionnaire sont au vert. Ainsi, les propos sur l'Allocation de Rentrée Scolaire, sur les achats d'écran en hausse en septembre, ont été relayés par Macron lui-même, tout en étant démentis par



tous les acteurs de terrain. Blanquer s'est également prononcé clairement en faveur de l'uniforme scolaire, si les parents sont volontaires. Par ailleurs, rien n'est fait pour les enfants embarqués par les flics parce que les parents ne peuvent pas payer la cantine, comme cela a encore été le cas en Gironde en début de mois. Enfin, le discours réactionnaire sur la laïcité a pris un élan de plus avec une campagne d'affiches racistes, stigmatisant les enfants supposés issus de l'immigration.

Mépris à tous les niveaux

Macron s'y met aussi. Depuis Marseille, toutes ses réformes capitalistes reviennent. Ainsi, il continue de promouvoir son projet de réforme des retraites pour nous faire travailler plus longtemps. Pour l'Éducation, le Président de la République a annoncé un statut dérogatoire spécial pour 50 écoles marseillaises dès la rentrée 2022. Les directeurs et directrices y choisiront les enseignant·s et disposeront d'une large autonomie pour adapter les horaires, les rythmes scolaires avec la participation « d'acteurs extrascolaires ». Voici le cauchemar de l'école libérale porté à son paroxysme : faire porter sur les enseignant·es les échecs sociaux de la politique d'austérité des différents gouvernements depuis plus de 30 ans.

Au lieu de donner plus de moyens pour l'éducation, on donne plus de moyens... pour faire pression sur les équipes ! Les directeurs et directrices doivent rester des collègues et non pas des DRH, ce qui dégraderait nos conditions de travail dans les écoles.

Pour dire non à ce cauchemar !

Pour nos salaires !

Pour un recrutement massif !

Pour une autre école !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE JEUDI 23 SEPTEMBRE !

Mais aussi avec les autres secteurs le 5 octobre, et le 19 octobre avec les AESH !

Départ de la manifestation : 11h30, Rennes, place de la mairie

/!\ dans le cas où la préfecture interdirait le départ de la place de la mairie (comme d'habitude...),

l'intersyndicale CGT - CNT - FO - FSU - Sud appelle à se retrouver place de la République, à la même heure !!



RECEVEZ UN NUMÉRO GRATUIT DE LA MAUVAISE HERBE, REVUE DE LA CNT ÉDUCATION
Merci de remplir ce formulaire et de nous le renvoyer pour recevoir gratuitement le dernier numéro.

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal et ville :

La Mauvaise herbe, CNT-FTE, 33 rue des Vignoles, 75 020 Paris